



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de la réglementation  
Et de l'environnement

☎ 03.85.21.82.24

Affaire suivie par Catherine Michon:

catherine.michon@saone-et-loire.gouv.fr

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Mâcon, le

26 JUIN 2013

## BORDEREAU D'ENVOI

à MADAME LA DIRECTRICE REGIONALE  
DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE BOURGOGNE  
19bis-21 bld Voltaire  
21078 DIJON CEDEX

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<u>OBJET</u> : Arrêté de mise en demeure		
CARRIERE SAMOF à SAINT-VINCENT-BRAGNY	1 arrêté	Pour attribution

LE PREFET,  
Pour le préfet,  
Pour le préfet,  
Le Chef de Bureau délégué.  
**Pierre NIZILLO**

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de la réglementation  
et de l'environnement

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

Arrêté de mise en demeure

SOCIETE SAMOF

« Champeaux »

71430 SAINT-VINCENT-BRAGNY

N° 2013175-0023

Vu le code de l'environnement, livre V titre 1er, article L.514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié en dernier lieu le 1er juillet 2012, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 autorisant la société SAMOF à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Saint-Vincent-Bragny; lieudit « Champeaux » pour une durée de 20 ans ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (réalisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées du site, applicables depuis le 1er juillet 2011) ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 : renouvellement des garanties financières 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance ;

**Considérant** que les garanties financières auraient donc du être renouvelées depuis le 22 mars 2013 ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 en ce qui concerne la surveillance environnementale du site : article 28.5 (contrôle annuel du rejet d'eau) et article 30.2 (mesure des émissions sonores de l'établissement tous les 3 ans dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations) ;

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées du 24 mai 2013 ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

### **ARTICLE 1er :**

La société SAMOF, dont le siège social est situé « Champeaux » 71430 SAINT-VINCENT-BRAGNY est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour sa carrière située à la même adresse :

- **Sous un délai d'un mois :** article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 renouvellement des garanties financières.
- **Sous un délai de trois mois :**
  - article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 : réalisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées du site,
  - article 28.5 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 : surveillance et contrôle des eaux en sortie du bassin de décantation à fréquence annuelle,
  - article 30.2 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 : mesure des émissions sonores de l'établissement par une personne ou un organisme qualifié, afin d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

### **ARTICLE 2 :**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

### **ARTICLE 4 – EXECUTION ET COPIES :**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SAMOF et dont copie sera faite à :

- M. le maire de Saint-Vincent-Bragny
- M. le sous-préfet de Charolles,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 24 JUIN 2013  
Le préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire  
Magali SELLES